



Assemblée générale

Distr. générale
15 août 2024
Français
Original : anglais/arabe

Soixante-dix-neuvième session

Point 33 de l'ordre du jour provisoire*

La situation au Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [78/11](#), intitulée « Le Golan syrien », adoptée par l'Assemblée générale le 28 novembre 2023. Le 26 avril 2024, le Secrétaire général a envoyé une note verbale aux missions permanentes de tous les États Membres et à l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, et leur a demandé de communiquer au Secrétariat avant le 24 juin 2024 les informations importantes concernant toute mesure prise ou envisagée aux fins de l'application de la résolution [78/11](#). Bahreïn, le Brésil, la Fédération de Russie et la République arabe syrienne ont envoyé leurs réponses, lesquelles sont reprises dans le présent rapport.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 78/11 de l'Assemblée générale, intitulée « Le Golan syrien », adoptée le 28 novembre 2023. Dans ladite résolution, l'Assemblée générale a exigé une fois de plus qu'en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, Israël se retire de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

2. Le 26 avril, pour pouvoir faire rapport à l'Assemblée comme elle me l'avait demandé dans la résolution 78/11, j'ai adressé une note verbale aux représentantes et représentants permanents de tous les États Membres et à l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle je les priais de me faire part des mesures que leur Gouvernement avait prises, ou envisageait de prendre, pour donner suite aux dispositions pertinentes de la résolution 78/11. Au 24 juin 2024, Bahreïn, le Brésil, la Fédération de Russie et la République arabe syrienne avaient envoyé leurs réponses, lesquelles sont reprises dans le présent rapport.

II. Réponses reçues

Bahreïn

[Original : arabe]

Dans ses diverses déclarations devant les instances internationales, dont l'ONU, le Royaume de Bahreïn réaffirme que le Golan doit être restitué, en application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Royaume de Bahreïn souscrit à toutes les résolutions des organes de l'ONU, de l'Organisation de la coopération islamique et du Conseil de coopération des États arabes du Golfe en faveur de la restitution du Golan.

Le Royaume de Bahreïn appuie l'Initiative de paix arabe, qui prévoit la restitution de tous les territoires occupés par Israël, y compris le Golan syrien.

Brésil

[Original : anglais]

Le Brésil ne reconnaît pas l'annexion du plateau du Golan, qui fait partie du territoire syrien et qui se trouve sous occupation israélienne depuis 1967, en violation de l'interdiction de l'acquisition de territoire par la force, qui constitue l'un des principes cardinaux de l'ordre international et du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies.

Le Brésil a rappelé sans équivoque, au niveau multilatéral, les obligations internationales qui incombent à Israël en tant que Puissance occupante, conformément à la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (quatrième Convention de Genève). Le Brésil continue de réaffirmer, dans les instances compétentes, que l'occupation est illicite au regard du droit international, ainsi que de réitérer les obligations que la Puissance occupante tient du droit international humanitaire et du droit international des droits humains, y compris dans le Golan syrien. Le Brésil agit de sorte à garantir qu'Israël respecte les dispositions applicables du droit international.

À la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, le Brésil a voté en faveur de la résolution 78/11 sur le Golan syrien.

Conformément au droit international, en particulier au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte, le Brésil a réitéré l'importance du principe d'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force. Néanmoins, le Brésil n'entend pas préjuger de la délimitation précise du territoire à restituer par Israël à la Syrie, qui doit être négociée entre les parties. À cet égard, il convient également de mentionner la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité, dans laquelle est déclarée « nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international » la prétendue « loi du plateau du Golan », qui étend l'application de la législation israélienne au Golan occupé, en violation de la quatrième Convention de Genève.

Le décret législatif portant approbation de l'Accord de libre-échange entre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et Israël prévoit que le Brésil négociera l'exclusion, du champ d'application de l'Accord, des marchandises dont les certificats d'origine mentionnent, comme origine, des lieux placés sous administration israélienne depuis 1967, ce qui, outre le Territoire palestinien occupé, inclut également le Golan syrien occupé. Le sujet est à l'ordre du jour du Comité mixte de l'Accord de libre-échange.

Fédération de Russie

[Original : anglais]

La Fédération de Russie réitère sa position constante en faveur du respect scrupuleux des principales résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur le règlement de la question du Moyen-Orient, en particulier la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité. En outre, la Fédération de Russie s'est toujours opposée aux décisions arbitraires des autorités israéliennes et américaines tendant à étendre et à reconnaître la souveraineté israélienne sur le territoire occupé du plateau du Golan, a condamné la construction illégale de colonies israéliennes et les attaques et frappes aériennes israéliennes sur le territoire syrien. Nous souhaitons également réaffirmer notre plein soutien au mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) au Golan afin de surveiller le retrait des forces entre la Syrie et Israël.

En ce qui concerne l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), nous souhaitons réaffirmer notre soutien indéfectible au fonctionnement continu, soutenu et ininterrompu de l'Office, qui est la seule structure fournissant une assistance globale aux Palestiniens, tant dans le Territoire palestinien occupé que dans les pays arabes voisins. La Fédération de Russie s'oppose aux tentatives des dirigeants israéliens de désigner l'UNRWA comme une organisation terroriste et d'interdire ses opérations à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Nous soulignons l'importance de préserver et de protéger le mandat de l'UNRWA en ce qui concerne l'une des questions du statut final, à savoir les droits fondamentaux des réfugiés palestiniens.

République arabe syrienne

[Original : arabe]

Depuis qu'Israël a pris possession du Golan arabe syrien en 1967, la communauté internationale a maintes fois rejeté cette occupation et exhorté Israël à se retirer de l'ensemble du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. Dans sa résolution [78/11](#) du 28 novembre 2023, intitulée « Le Golan syrien », l'Assemblée générale a exigé une fois de plus qu'en application des résolutions pertinentes du

Conseil de sécurité, Israël se retire de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

Dans sa résolution [78/77](#), intitulée « Le Golan syrien occupé », elle a demandé à Israël, Puissance occupante, de se conformer aux résolutions des organes de l'ONU concernant le Golan syrien occupé, en particulier la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil a décidé notamment que la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international et a exigé qu'Israël rapporte sans délai cette décision.

Le Gouvernement syrien réaffirme que le Golan arabe syrien occupé a toujours été et restera arabe et syrien et fait partie intégrante du territoire de la République arabe syrienne et que celle-ci a le droit de le reprendre par tous les moyens prévus par le droit international. Ce droit est éternel et ne sera ni bradé, ni abandonné, ni sujet à prescription.

Israël occupe le Golan syrien depuis 57 ans et, dans de multiples résolutions de l'ONU depuis, il a été demandé à Israël, Puissance occupante, de mettre un terme à son occupation du Golan syrien ainsi qu'à ses violations flagrantes des normes et instruments internationaux. Pourtant, à ce jour, Israël refuse d'appliquer ces résolutions et continue d'occuper le Golan syrien, se soustrayant à toute responsabilité grâce à la protection offerte par certains États membres du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne dénonce les politiques d'établissement de colonies de peuplement qu'Israël, Puissance occupante, mène dans le Golan syrien occupé, au mépris total des résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme sur la question. Dans leurs résolutions, ces organes ont réaffirmé le caractère illégal de l'établissement de colonies et des autres activités entreprises par Israël dans le Golan syrien occupé.

La Syrie demande une nouvelle fois à l'ONU d'obliger Israël à cesser toute mesure, en particulier l'établissement de colonies, visant à modifier l'identité culturelle, la composition démographique, les caractéristiques physiques, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé.

À cet égard, le Gouvernement syrien appelle l'attention sur les propos du Secrétaire général concernant les activités d'implantation israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé, dans son rapport daté du 25 octobre 2023 ([A/78/554](#)) : « Dix-huit mois se sont écoulés depuis que le Gouvernement israélien a annoncé son objectif, à savoir doubler la population du plateau du Golan afin de servir les intérêts de l'État d'Israël. Au rythme de croissance prévu par le Gouvernement, il y aura 23 000 nouveaux colons dans le Golan occupé avant 2027. Pour la première fois, la population de colons israéliens dans le Golan occupé a dépassé la population syrienne locale, qui est d'environ 28 000 personnes ». Il est également dit dans le rapport que : « L'établissement et l'expansion de colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé et dans le Golan syrien occupé équivalent au transfert par Israël de sa propre population civile dans le territoire qu'il occupe, ce qu'interdit le droit international humanitaire, comme l'ont constamment confirmé les organes compétents des Nations Unies, y compris la Cour internationale de Justice. Il se peut que cela soit également constitutif d'un crime de guerre. »

Le Gouvernement de la République arabe syrienne condamne l'ensemble des pratiques et des agissements d'Israël, Puissance occupante, qui visent à contrôler et à piller systématiquement les ressources naturelles du Golan syrien occupé, en violation flagrante du principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation

étrangère sur leurs ressources, ainsi que de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et de la résolution 78/170 du 19 décembre 2023 de l'Assemblée générale intitulée « Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles ». Non seulement Israël continue-t-il de détourner les ressources naturelles dans le Golan syrien occupé et d'empêcher la population syrienne vivant sur ce territoire d'en tirer avantage, mais il confisque également ses terres, comme l'indique le rapport susmentionné du Secrétaire général : « Le 20 juin 2023, Israël a commencé les travaux de construction de 23 éoliennes dans des vergers situés à proximité des villages de Majdal Shams et Massaadé dans le Golan syrien occupé ». La police israélienne a assuré la protection des travaux, apparemment effectués par Energix, une société israélienne.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne dénonce l'intensification des violations et des pratiques imputables aux occupants israéliens dont est victime la population du Golan syrien occupé depuis qu'en mars 2019 le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a reconnu la prétendue annexion par Israël du Golan syrien occupé. Cette déclaration illégale est clairement contraire aux règles du droit international, à la quatrième Convention de Genève, à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et aux résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Conseil des droits de l'homme se rapportant au Golan syrien occupé.

Les politiques menées par les États-Unis d'Amérique représentent une tendance dangereuse. Elles bafouent le droit international ainsi que le rôle et le statut de l'ONU et font fi de l'ensemble des principes, dispositions et accords juridiques, et des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives au conflit israélo-arabe ainsi que de la nécessité absolue pour Israël de mettre fin à son occupation de territoires arabes et de s'en retirer jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne réprouve la pression qu'Israël, Puissance occupante, exerce sur les étudiants syriens qui étudient à l'étranger et viennent passer leurs vacances dans le Golan occupé pour qu'ils acceptent de recevoir la citoyenneté israélienne et la menace qu'il brandit, en cas de refus de leur part, de les empêcher de voyager pour terminer leurs études.

Outre ces pratiques, les autorités d'occupation israéliennes ont poussé les habitants des villages syriens occupés à accepter des documents délivrés par le « bureau israélien du cadastre » et destinés à remplacer les titres de propriété enregistrés en Syrie, leur mère patrie. Ces habitants ont fait l'objet de menaces de confiscation de ces terres, une pratique visant à saisir le territoire et à en modifier l'identité en imposant des « documents israéliens » de remplacement. Dans le village de Aïn Qiniyé et dans la zone industrielle située sur les terres du village de Majdal Chams en particulier, les autorités d'occupation israéliennes ont insisté pour que les propriétaires terriens syriens leur remettent les titres et certificats de propriété qu'ils avaient hérités de leurs parents et grands-parents. D'autres villages du Golan syrien occupé seront à leur tour concernés par cette pratique. Les autorités d'occupation israéliennes ont également menacé de confisquer des terres à leurs véritables propriétaires pour les céder aux colons israéliens si les premiers n'acceptaient pas les titres de propriété israéliens.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne demande instamment au Secrétaire général, au Conseil de sécurité, au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et à la Présidente du Comité international de la Croix-Rouge d'amener Israël, Puissance occupante, à mettre fin à ses pratiques discriminatoires et racistes à l'égard de la population syrienne du Golan syrien occupé qui ont des répercussions sur l'état de santé de ces habitants et qui limitent leur accès aux services

de santé. En outre, Israël doit mettre fin à ses pratiques portant atteinte à l'environnement et détruisant les ressources naturelles, notamment les ressources en eau. Au fil des ans, les autorités d'occupation israéliennes ont enfoui environ 1 500 barils de déchets nucléaires dans une vingtaine de sites dans le Golan syrien occupé, notamment dans les régions de Nachbat el-Mouqbila, de Qasr Sbib et de Birket Marj el-Mann, en violation flagrante du droit international et de la quatrième Convention de Genève. Ces violations représentent un danger permanent pour le Golan syrien occupé car elles font peser de multiples périls sur la vie des citoyens syriens, ainsi exposés, entre autres, à des risques de cancers, qui sont maintenant la cause de 30 % des décès. À cet égard, nous notons que, dans le rapport susmentionné du Secrétaire général, il est indiqué que « l'expansion des colonies et les activités commerciales telles que la construction d'éoliennes, qui pourraient avoir un effet néfaste sur la santé de la population du Golan syrien occupé, aggravent encore la situation générale des droits humains et continuent de limiter l'accès de la population syrienne aux terres et à l'eau, en violation de toute une série de droits humains, y compris les droits à l'alimentation, à la santé et à un logement adéquat ».

Le Gouvernement de la République arabe syrienne souligne que les parties internationales susmentionnées doivent amener Israël, Puissance occupante, à cesser de prendre des décisions péremptoires qui interdisent aux habitants syriens du Golan syrien occupé de se rendre en Syrie, leur patrie, par le point de passage de Qouneïtra. Ces mesures israéliennes arbitraires vont à l'encontre des conventions de Genève et des autres normes et instruments internationaux. Outrepasant toutes les limites juridiques et morales, elles ont été imposées à la seule fin d'infliger des souffrances matérielles, psychologiques et physiques aux Syriens du Golan occupé. La Syrie demande que les autorités d'occupation israéliennes soient contraintes d'ouvrir le point de passage de Qouneïtra, afin de permettre aux citoyens syriens du Golan syrien occupé d'aller dans leur pays et de rendre visite à leurs proches.

La République arabe syrienne condamne les attaques israéliennes répétées et incessantes menées sur le territoire syrien, notamment par le survol du Golan syrien occupé, qui entraînent des pertes en vies humaines et causent des dommages aux bâtiments publics et privés. Ces attaques israéliennes constituent des violations flagrantes du droit international, du droit international humanitaire et de la protection juridiquement établie des installations civiles.

La Syrie demande instamment à la communauté internationale de s'acquitter de ses responsabilités en amenant Israël à renoncer et à mettre fin à son agression, qui met gravement en péril la sécurité et la stabilité dans la région. Le Gouvernement de la République arabe syrienne réaffirme que pour assurer la stabilité au Moyen-Orient et préserver la crédibilité de l'ONU, il faut prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer toutes les résolutions internationales visant à mettre un terme à l'occupation israélienne des territoires arabes, y compris le Golan arabe syrien, et à amener Israël à se retirer de ces territoires jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, en particulier les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 497 (1981) du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne souligne qu'il importe notamment de s'abstenir d'apporter toute aide aux autorités d'occupation israéliennes, en particulier dans les domaines économique, commercial et touristique et pour ce qui est de faciliter le maintien des implantations israéliennes ou l'établissement de nouvelles colonies qui leur permettraient de pérenniser l'occupation du Golan syrien occupé et de continuer de violer les droits de sa population arabe syrienne.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne demande une fois de plus à la communauté internationale et aux organisations internationales de surveiller les

violations flagrantes par Israël du droit et des principes internationaux, des droits humains et de la quatrième Convention de Genève, d'exprimer clairement leur rejet de ces violations et d'amener Israël, Puissance occupante, à mettre un terme à ses politiques de colonisation illégales, à l'oppression de la population syrienne du Golan syrien occupé et à l'occupation du Golan syrien.
